



Financement des petites et moyennes entreprises canadiennes détenues par des femmes

Lyming Huang et Patrice Rivard

Innovation, Sciences et Développement économique Canada
Direction générale de la petite entreprise
Direction de la recherche et de l'analyse

ic.gc.ca/recherche/pme

FINANCEMENT DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES CANADIENNES DÉTENUES PAR DES FEMMES

Lyming Huang et Patrice Rivard

Innovation, Sciences et Développement économique

Direction générale de la petite entreprise

Direction de la recherche et de l'analyse

2021

No. Cat. lu188-161/2021F-PDF

ISBN 978-0-660-36802-3

Cette publication est disponible pour téléchargement à ic.gc.ca/recherche/mme. This publication is also available in English under the title *Financing of women-owned small and medium-sized enterprises in Canada*. Pour obtenir une copie papier de cette publication ou dans un autre format (braille, gros caractères, etc.), remplissez la [Demande de publications](#) ou communiquez avec :

Centre de services Web
Innovation, Sciences et Développement économique
Édifice C.D. Howe
235, rue Queen
Ottawa (Ontario) K1A 0H5
Canada

Téléphone (sans frais au Canada) : 1-800-328-6189

Téléphone (Ottawa) : 613-954-5031

ATS (pour les malentendants) : 1-866-694-8389

Heures d'ouverture : 8 h 30 à 17 h (heure de l'Est)

Courriel : jsde@canada.ca

Sauf indication contraire, l'information contenue dans la présente publication peut être reproduite, en totalité ou en partie et par tout moyen, sans frais et sans autre autorisation du ministère de l'Industrie, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée dans le but d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le ministère de l'Industrie soit cité comme étant la source de l'information et que la reproduction ne soit pas présentée comme une version officielle de l'information reproduite ni comme ayant été faite en association avec le ministère de l'Industrie ou avec l'approbation de celui-ci. Pour la permission de reproduire l'information contenue dans la présente publication à des fins commerciales, veuillez remplir la [demande d'affranchissement de droit d'auteur](#) ou communiquez avec le Centre de services Web (coordonnées ci-dessus).

Table des matières

Résumé	1
1 Introduction	2
2 Contexte	3
3 Données	4
4 Méthodologie	9
5 Résultats	11
5.1 Accès au financement	11
5.1.1 Solliciter un financement	11
5.1.2 L'obtention de financement comme obstacle à la croissance	13
5.1.3 Emprunteuses découragées	17
5.2 Approbation du financement par emprunt	19
5.3 Taux d'intérêt	21
6 Conclusions	24
Références	25
Annexe	26

Résumé

Le présent rapport utilise des données tirées de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2017 pour étudier les résultats de financement des petites et moyennes entreprises (PME) détenues par des femmes. En particulier, il examine si, en ajustant pour les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur, il y a des différences entre les sexes quant à l'accès au financement, à l'approbation du financement par emprunt et aux taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt. Les résultats indiquent que les entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être des emprunteuses découragées que celles appartenant à des hommes. L'analyse d'autres mesures pour l'accès au financement – la probabilité de solliciter un financement externe ou de déclarer que l'obtention de financement est un obstacle à la croissance – ne génère aucune preuve d'une différence entre les sexes. Pour ce qui est de l'approbation du financement, les résultats laissent croire que les PME détenues par des femmes obtiennent une plus grande proportion du financement par emprunt demandé que les PME détenues par des hommes; de manière correspondante, les demandes de financement par emprunt des entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être approuvées. Enfin, il n'y a pas de preuves que des différences entre les sexes existent quant aux taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt.

1 Introduction

Les femmes entrepreneures font face à des défis uniques et sont sous-représentées parmi les propriétaires d'entreprises. En effet, seulement 15,6 % des petites et moyennes entreprises (PME) canadiennes étaient détenues majoritairement par des femmes en 2017¹. En outre, les preuves indiquent que les entreprises détenues par des femmes accèdent différemment au financement et en font un autre usage que celles dirigées par leurs homologues masculins. Par ailleurs, les entreprises détenues par des femmes sont surclassées par les entreprises détenues par des hommes au chapitre du rendement (p. ex., Fairlie et Robb, 2009; Rosa et Sylla, 2016).

L'accès au capital joue un rôle important dans l'éventualité de devenir entrepreneur et dans le succès d'une entreprise (Evans et Jovanovic, 1989). Dans la mesure où des différences entre les sexes existent quant à l'accès au financement, celles-ci jouent vraisemblablement un rôle à la fois dans la proportion de femmes entrepreneures et dans la réussite de celles-ci.

L'objet de la présente étude porte sur l'accès des entreprises détenues par des femmes au financement. En particulier, l'analyse utilise les données de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2017 pour évaluer si, lorsqu'on ajuste pour les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur, il y a des différences entre les entreprises détenues par des femmes et celles de propriété masculine quant aux résultats de financement.

Les résultats indiquent que les entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être des emprunteuses découragées que celles appartenant à des hommes. L'analyse d'autres mesures d'accès au financement – la probabilité de solliciter un financement externe ou de déclarer que l'obtention de financement est un obstacle à la croissance – ne génère aucune preuve d'une différence entre les sexes. Pour ce qui est de l'approbation du financement, les résultats laissent croire que les PME détenues par des femmes obtiennent une plus grande proportion du financement par emprunt demandé que les PME détenues par des hommes; de manière correspondante, les demandes de financement par emprunt des entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être approuvées. Enfin, il n'y a pas de preuves que des différences entre les sexes existent quant aux taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt.

Il est à noter que le cadre méthodologique n'admet pas l'interprétation causale des résultats, lesquels représentent des corrélations conditionnelles. Ces corrélations conditionnelles estimatives sont toutefois robustes à un certain nombre d'autres spécifications et sont tributaires d'un large éventail de caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur.

Le reste du présent rapport est articulé comme suit : la section 2 donne un contexte additionnel; la section 3 décrit le jeu de données; la section 4 détaille la méthodologie économétrique utilisée; la section 5 établit les résultats économétriques et en discute; et la section 6 présente les conclusions.

¹ [Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2017.](#)

2 Contexte

Un riche corpus de recherches démontre que les contraintes actives sur les liquidités ont une incidence sur la propension et la réussite entrepreneuriales : les personnes qui sont incapables d'accéder à des capitaux sont moins susceptibles de devenir entrepreneurs, et bon nombre d'entreprises dirigées par des entrepreneurs aux prises avec des contraintes sur les liquidités finissent par être exploitées à un niveau de capital sous-optimal (Evans et Jovanovic, 1989; Holtz-Eakin et coll., 1994; Hurst et Lusardi, 2004). Pour comprendre si le sexe du propriétaire joue un rôle dans la réussite de l'entreprise, il importe donc de comprendre s'il existe des différences entre les sexes associées à l'accès au financement.

Les recherches empiriques d'autres pays indiquent qu'il y a bel et bien des différences entre les sexes associées à l'accès au financement et à l'usage qu'on fait de celui-ci. Par exemple, les entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles que celles détenues par des hommes d'avoir recours à un financement personnel ou interne (Coleman et Robb, 2009), de bénéficier de moins de capitaux de démarrage (Fairlie et Robb, 2009) et de faire l'objet d'un resserrement du crédit (Bellucci et coll., 2010; Hebert, à paraître).

Les preuves tirées du contexte canadien, toutefois, sont plus limitées et moins concluantes. À notre connaissance, seules quelques études ont examiné si les entreprises détenues par des femmes ou des hommes ont un accès similaire au financement. En outre, les résultats sont partagés.

Haines et coll. (1999), à l'aide d'un échantillon aléatoire de dossiers de prêts bancaires, n'ont trouvé aucune différence significative entre les sexes quant aux conditions de prêt. L'analyse des données de sondage dans Orser et coll. (2006) laisse entendre que les entreprises détenues par des femmes sont moins susceptibles de solliciter un financement par capitaux propres, mais ne trouve aucune preuve d'une différence significative entre les sexes quant à la probabilité de solliciter tout autre type de financement externe. Les résultats de Rosa et Sylla (2016), fondés sur l'itération de 2011 de *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, indiquent que les entreprises appartenant à des femmes bénéficient d'un niveau inférieur du financement demandé et se voient imposer des taux d'intérêt plus élevés. Fait intéressant, dans le même rapport, les auteurs répètent l'analyse à l'aide de l'itération de 2014 de l'enquête et ne trouvent aucune preuve de différences significatives entre les sexes en matière de prêts.

Le présent rapport, fondé sur *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* de 2017, entreprend une analyse semblable à celle de Sylla et Rosa (2016), permettant ainsi d'actualiser le jeu de données dans le contexte canadien².

² Le présent rapport utilise un cadre méthodologique très semblable à celui de Leung et coll. (2018), qui étudie l'accès au financement des PME détenues par des immigrants au Canada.

3 Données

L'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises est une enquête transversale effectuée par Statistique Canada auprès de petites et moyennes entreprises qui porte sur leurs activités de financement. Le sondage offre des renseignements détaillés sur les caractéristiques de l'entreprise et du propriétaire. Les PME y sont définies comme des entreprises ayant entre 1 et 499 employés³. La population cible exclut les organismes à but non lucratif, les coentreprises, les organismes gouvernementaux et les entreprises exploitées dans des secteurs généralement dominés par des entités gouvernementales ou de grandes sociétés⁴.

Pour l'itération 2017 de l'enquête, la population cible de plus de 730 000 PME a été stratifiée selon la région géographique, l'emploi et l'industrie, avec des échantillons aléatoires sélectionnés de ces strates pour générer des estimations représentatives. La taille de l'échantillon était de 17 323 PME, avec un taux de réponse de 59,7 %⁵.

L'enquête demande aux répondants de préciser le pourcentage de propriété détenu par des femmes. Ceci permet de catégoriser chaque entreprise comme suit :

- **détenue par des femmes** (les femmes comptent pour plus de 50 % de la propriété),
- **détenue par des hommes** (les hommes comptent pour plus de 50 % de la propriété)
- **détenue à parts égales** (les femmes comptent pour 50 % de la propriété)⁶.

Comme illustré à la figure 1, les résultats de l'enquête de 2017 indiquent que les femmes sont sous-représentées pour ce qui est d'être majoritairement propriétaires d'une PME : 15,6 % des PME appartiennent à des femmes, comparativement à 63,5 % à des hommes. Les 20,9 % de PME restantes sont détenues à parts égales par des femmes et des hommes. Ces proportions sont demeurées à peu près inchangées depuis 2000.

En particulier, d'après les itérations de 2000, 2001, 2004 et 2007 de *l'Enquête sur le financement des petites entreprises*, et les itérations de 2011, 2014 et 2017 de *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, le pourcentage estimé de PME détenues par des femmes a varié entre 15,0 % et 17,8 % pendant ces années de référence. Les pourcentages correspondants pour les PME détenues par des hommes (entre 63,5 % et 66,1 %) et détenues à parts égales par des hommes et des femmes (entre 18,0 % et 20,9 %) sont pareillement statiques. Même si ces enquêtes sont transversales et ne sont pas conçues explicitement pour établir des comparaisons dans le temps, il est remarquable à quel point ces estimations ont peu varié.

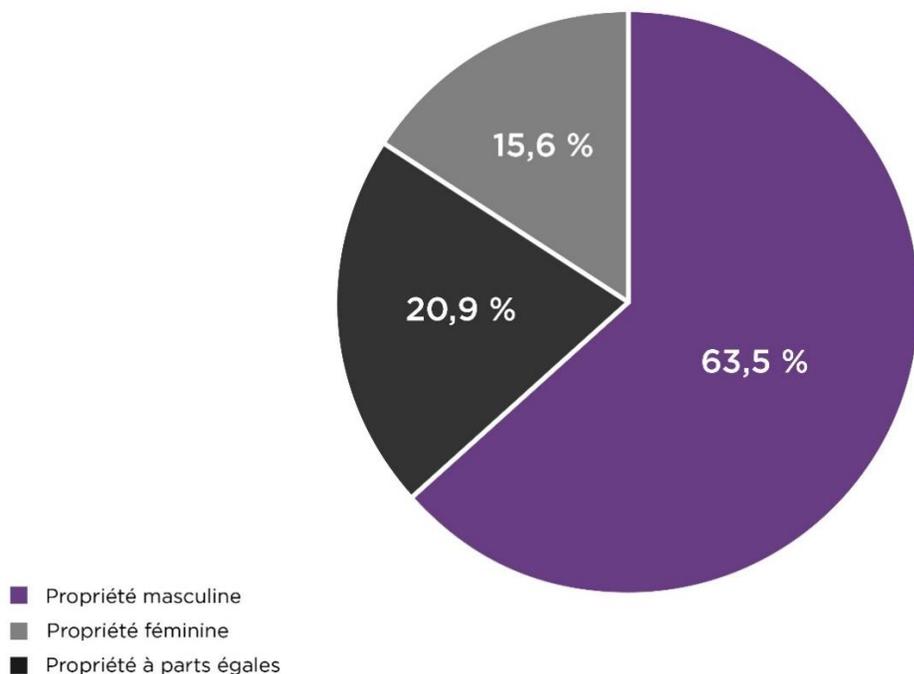
³ L'enquête définit les PME comme des entreprises employeurs, ce qui exclut les personnes autonomes sans employés.

⁴ En particulier, les industries suivantes du Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) sont exclues : 22, 52, 55, 61, 91, 5321, 5324, 6214, 6215, 6219, 6221, 6222, 6223 et 6242.

⁵ D'autres détails sur *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* se trouvent dans le rapport sur la méthodologie et le questionnaire de l'enquête.

⁶ Les PME détenues à parts égales sont traitées distinctement des PME détenues par des femmes ou des hommes parce que leur dynamique de propriété pourrait être différente. Par exemple, l'enquête montre qu'environ 80 % des PME détenues à parts égales appartiennent aux membres de la même famille, laissant croire que les propriétaires de PME détenues à parts égales ont tendance à être des époux ou des conjoints de fait. Voir aussi Grekou et coll. (2018).

Figure 1 : Répartition de la propriété des PME selon le sexe



Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017.

Les résultats de l'enquête signalent également des différences entre les sexes quant à l'accès au financement et aux résultats des demandes de financement, ainsi qu'aux caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur, telles que la taille et le secteur de l'entreprise, et l'âge et la scolarité du principal décideur. Ces résultats de l'enquête sont présentés ci-dessous comme préambule à l'analyse économétrique discutée dans les sections suivantes.

Les résultats de l'enquête présentés au tableau 1 indiquent des différences entre les sexes relatives à des mesures clés de financement de l'entreprise (voir le tableau A1 de l'annexe pour les définitions des variables dépendantes⁷)⁸. Les PME appartenant à des hommes sont plus susceptibles de solliciter un financement externe (de tout type), un financement par emprunt (de tout type), un financement par location-acquisition ou un crédit commercial. Par ailleurs, les PME détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être des emprunteuses découragées (c'est-à-dire des entreprises qui n'ont pas sollicité de financement parce qu'elles prévoyaient un refus).

Les résultats des demandes de financement varient également selon le sexe. Les entreprises détenues par des femmes reçoivent en moyenne 88,0 % du financement par emprunt demandé, comparativement à 84,3 % lorsqu'il s'agit d'entreprises dirigées par des hommes. De la même façon, les demandes de financement par emprunt des entreprises détenues par des femmes sont plus souvent approuvées (92,3 %) que celles soumises par des entreprises de propriété masculine (88,7 %)⁹. Il est à noter que même si des différences dans les taux d'approbation de financement par location-acquisition et de crédit commercial sont statistiquement significatives, elles ne le sont pas sur le plan économique. En outre, les taux d'intérêt moyens imposés sur les marges de crédit autorisées et les cartes de crédit sont plus élevés pour les entreprises détenues par des femmes que pour celles appartenant à des hommes.

⁷ Le tableau A1 de l'annexe ne définit pas l'approbation des demandes de financement du gouvernement, de financement par location-acquisition ou de crédit commercial puisque celles-ci ne sont pas incluses dans le modèle économétrique de la présente étude. Les taux d'approbation pour le financement public, le financement par location-acquisition et le crédit commercial font référence aux taux d'approbation dans l'ensemble (c'est-à-dire que le montant demandé a été partiellement ou totalement autorisé).

⁸ Toutes les différences discutées dans la présente section sont statistiquement significatives au niveau de signification de 10 %.

⁹ Le rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé fait référence à la plus importante demande de financement par emprunt d'une entreprise. De la même façon, le taux d'approbation du financement par emprunt fait référence ici à une autorisation complète du plus important montant demandé par une entreprise. Les PME détenues par des femmes sont plus susceptibles que celles appartenant à des hommes de se voir autoriser partiellement ou totalement leurs demandes de financement par emprunt.

Tableau 1 : Indicateurs de financement d'entreprise par sexe

	Femmes propriétaires	Hommes propriétaires	Différence significative entre les femmes propriétaires et les hommes propriétaires (au niveau de signification de 10 %)	Toutes les PME
Accès au financement	%	%		%
A sollicité un financement externe				
<i>Tout type</i>	40,7	47,4	Oui	47,1
<i>Par emprunt</i>	23,8	25,7	Oui	25,6
<i>Location-acquisition</i>	5,2	7,8	Oui	7,2
<i>Crédit commercial</i>	17,7	25,5	Oui	25,7
<i>Capitaux propres</i>	0,4	1,0	Non	0,8
<i>Gouvernement</i>	3,5	3,8	Non	3,7
L'obtention de financement a été un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance	32,1	33,5	Non	34,0
L'obtention de financement a été un obstacle majeur à la croissance	7,8	7,4	Non	7,7
Emprunteuse découragée	1,7	0,5	Oui	1,3
Approbation du financement				
Rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé (moyenne)	88,0	84,3	Oui	84,8
Demande de financement approuvée				
<i>Par emprunt</i>	92,3	88,7	Oui	89,2
<i>Gouvernement</i>	70,8	78,6	Non	76,6
<i>Location-acquisition</i>	100,0	99,5	Oui	99,5
<i>Crédit commercial</i>	99,9	98,9	Oui	98,9
Taux d'intérêt				
<i>Marge de crédit (moyenne)</i>	5,7	5,3	Oui	5,4
<i>Carte de crédit (moyenne)</i>	18,8	17,7	Oui	17,9
<i>Prêt à terme (moyenne)</i>	5,4	5,3	Non	5,2
<i>Prêt hypothécaire non résidentiel (moyenne)</i>	4,7	4,6	Non	4,5

Source : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017.

En même temps, le tableau 2 montre que les entreprises détenues par des femmes diffèrent au chapitre des caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur, par rapport à celles dirigées par des hommes (voir le tableau A2 de l'annexe pour la définition des variables de contrôle). Par exemple, les entreprises de propriété féminine ont tendance à être exploitées dans des secteurs différents, le commerce de détail (17,9 %), les soins de santé et l'assistance sociale (16,4 %) et les services professionnels, scientifiques et techniques (12,8 %) comptant pour un peu moins de la moitié d'entre elles. En revanche, 40 % des entreprises détenues par des hommes sont exploitées dans les secteurs de la construction (19,5 %), des services professionnels, scientifiques et techniques (11,3 %) et du commerce de détail (9,6 %).

Par ailleurs, les entreprises détenues par des femmes ont tendance à être plus petites et plus jeunes. Plus de 60 % ont de 1 à 4 employés, comparativement à 53,9 % des entreprises détenues par des hommes, et sont moins susceptibles d'être des entreprises moyennes (1,0 %) que celles dirigées par des hommes (2,3 %). De manière correspondante, étant donné que les entreprises plus jeunes ont tendance à être plus petites, celles détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être en démarrage et moins susceptibles d'être bien établies (c'est-à-dire plus de 20 ans d'âge) que celles à propriété masculine.

Enfin, les résultats de l'enquête pointent des différences entre les sexes en matière d'ambition et de structure d'entreprise. Les femmes propriétaires d'entreprises sont moins susceptibles de rapporter qu'elles ont l'intention de se développer sur de nouveaux marchés. De plus, elles sont moins susceptibles d'être constituées en société et plus susceptibles d'être des franchises.

Les caractéristiques du principal décideur varient également selon le sexe : les entreprises détenues par des femmes ont tendance à être exploitées par des principaux décideurs plus jeunes et plus scolarisés.

Tableau 2 : Caractéristiques du propriétaire et de l'entreprise selon le sexe

	Femmes propriétaires	Hommes propriétaires	Différence significative entre les femmes propriétaires et les hommes propriétaires (au niveau de signification de 10 %)	Toutes les PME
Caractéristiques de l'entreprise	%	%		%
Secteur				
<i>Technologies de l'information et des communications</i>	1,3	4,7	Oui	4,2
<i>Primaire</i>	2,2	6,2	Oui	6,2
<i>Construction</i>	4,2	19,5	Oui	16,4
<i>Fabrication</i>	4,4	6,1	Oui	5,6
<i>Commerce de gros</i>	2,8	5,6	Oui	4,9
<i>Commerce de détail</i>	17,9	9,6	Oui	11,5
<i>Transport et entreposage</i>	2,6	6,8	Oui	5,7
<i>Services professionnels, scientifiques et techniques</i>	12,8	11,3	Oui	11,0
<i>Soins de santé et assistance sociale</i>	16,4	5,6	Oui	7,3
<i>Services d'hébergement et de restauration</i>	10,6	6,5	Oui	8,2
<i>Services personnels et services de blanchissage</i>	9,1	1,0	Oui	2,6
<i>Autres secteurs</i>	15,6	17,0	Non	16,4
Taille (nombre total d'employés)				

de 1 à 4	60,7	53,9	Oui	54,8
de 5 à 19	30,1	32,0	Oui	32,6
de 20 à 99	8,2	11,7	Oui	10,7
de 100 à 499	1,0	2,3	Oui	1,8

Âge de l'entreprise

En démarrage (2 ans ou moins)	12,0	10,4	Oui	10,6
de 3 à 10 ans	36,3	32,2	Oui	33,1
de 11 à 20 ans	27,6	25,9	Non	26,0
Plus de 20 ans	24,2	31,5	Oui	30,4

Utilisation prévue du financement par emprunt

Capital physique	7,6	11,5	Oui	11,6
Équipement informatique ou logiciels	3,4	3,8	Non	3,7
Fonds de roulement / fonds d'exploitation	14,7	15,7	Non	15,9
Recherche et développement	14,8	17,0	Non	17,0
Consolidation de dette	3,8	2,0	Oui	2,2
Achat d'une entreprise	0,2	0,8	Oui	0,7
Pénétrer un nouveau marché	1,7	1,9	Non	2,0
Autre	3,4	3,5	Non	3,5

Autres caractéristiques de l'entreprise

Intention d'agrandir	42,8	47,4	Oui	46,1
Franchise	7,7	5,7	Oui	6,2
Constituée en société	70,3	82,3	Oui	80,1
L'entreprise a l'intention de fermer dans les 5 prochaines années	28,1	28,7	Non	28,0

Caractéristiques du principal décideur

Âge

Moins de 30 ans	1,7	1,8	Non	1,7
de 30 à 39 ans	18,4	13,2	Oui	14,1
de 40 à 49 ans	23,4	25,1	Oui	25,1
de 50 à 64 ans	47,0	46,5	Non	46,8
Plus de 65 ans	9,5	13,3	Oui	12,3

Éducation

N'a pas de diplôme d'études secondaires	2,5	7,5	Oui	6,6
Diplôme d'études secondaires	19,2	24,1	Oui	23,6
Diplôme collégial / cégep / études professionnelles	32,3	28,3	Oui	29,3
Baccalauréat ou diplôme supérieur	45,9	40,0	Oui	40,6

Source : Statistique Canada, Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2017.

Bon nombre des différences dans les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur constatées ci-dessus sont sans doute liées aux différences observées entre les sexes dans les résultats de financement des entreprises. Par exemple, les entreprises plus grandes sont plus susceptibles de solliciter du financement et de se voir autoriser leurs demandes de financement alors que celles exploitées dans certains secteurs auraient plus de chances de recourir à un financement personnel ou d'être considérées par les prêteurs comme plus à risque. De la même façon, l'âge pourrait être lié au financement de l'entreprise puisque la richesse augmente souvent avec l'âge, et la richesse personnelle sert souvent de garantie pour des prêts consentis à des PME, en particulier les entreprises plus petites¹⁰.

Pour approfondir ces relations, le restant du présent rapport utilisera un modèle économétrique d'estimation des résultats de financement de l'entreprise, en tenant compte des caractéristiques observables de l'entreprise et du principal décideur.

4 Méthodologie

Pour chaque résultat de financement de l'entreprise, un modèle simple d'estimation du résultat en fonction de la propriété féminine et d'autres caractéristiques observables de l'entreprise et du principal décideur peut être exprimé comme

$$\text{résultat_financement}_i = \delta \text{femmes}_i + x'_i \beta + \varepsilon_i,$$

où l'indice i indique l'entreprise i . La variable dépendante, $\text{résultat_financement}_i$, représente les résultats de financement suivants : si l'entreprise sollicite du financement; si l'entreprise considère que l'obtention de financement est un obstacle à la croissance; si l'entreprise est une emprunteuse découragée; le rapport du montant du financement par emprunt autorisé au montant demandé; l'approbation du financement par emprunt; et le taux d'intérêt imposé sur un financement par emprunt autorisé¹¹.

La variable binaire femmes_i est égale à 1 si une PME est détenue par des femmes et égale à 0 sinon. En prenant la propriété masculine comme catégorie de base¹², on obtient le coefficient d'intérêt δ : il donne la mesure dans laquelle un résultat de financement donné varie selon la propriété féminine ou masculine et est conditionné par les variables de contrôle contenues dans le vecteur x'_i .

Dans tous les modèles, le vecteur x'_i comprend une variable nominale indiquant une propriété à parts égales, ainsi que des variables de contrôle pour les caractéristiques suivantes de l'entreprise – taille, âge, secteur, intentions d'agrandir et type d'entreprise – ainsi que les caractéristiques du principal décideur – âge et scolarité.

Certains modèles intègrent d'autres variables de contrôle. Dans les modèles pour estimer la probabilité de solliciter du financement, une variable nominale indiquant si l'entreprise s'attend à fermer au cours des cinq prochaines années est incluse. Dans les modèles d'estimation du rapport du montant du financement par emprunt autorisé au montant demandé et de la probabilité d'une approbation du financement par emprunt, des variables de contrôle pour l'utilisation prévue du

¹⁰ Selon l'enquête, 41 % des PME ayant bénéficié d'un financement par emprunt ont fourni des biens personnels en garantie de leurs prêts ; les chiffres correspondants pour les entreprises de 1 à 4 employés, de 5 à 19 employés, de 20 à 99 employés et de 100 à 499 employés étaient respectivement de 45 %, 44 %, 31 % et 12 %.

¹¹ Voir le tableau A1 de l'annexe pour les définitions des variables dépendantes.

¹² Comme il est noté dans le paragraphe suivant, le modèle inclut également une variable indicatrice nominale pour la propriété à parts égales. L'inclusion de cet indicateur fait de la propriété masculine la catégorie de base.

financement demandé sont incluses. Dans les modèles pour déterminer si l'obtention de financement est considérée comme un obstacle à la croissance, valeur estimée pour toutes les PME, une variable nominale indiquant si l'entreprise a sollicité du financement externe est incluse. Le tableau A2 de l'annexe donne les définitions de toutes les variables de contrôle¹³.

Les probabilités des résultats de financement – solliciter un financement, considérer l'obtention d'un financement comme un obstacle à la croissance, être une emprunteuse découragée et obtenir l'approbation du financement par emprunt – sont estimées, par le maximum de la vraisemblance, à l'aide de modèles probit. Le rapport du montant du financement par emprunt autorisé au montant demandé est estimé, par le maximum de la vraisemblance, à l'aide d'un modèle probit fractionnel, qui donne des valeurs entre 0 et 1 inclusivement. L'estimation d'une variable dépendante fractionnelle (p. ex., une variable entre 0 et 1 inclusivement) par la méthode des moindres carrés ordinaires (MCO) pourrait donner des valeurs prédites qui ne sont pas entre 0 et 1. Les modèles fractionnels contournent ce problème à l'aide de méthodes d'estimation par quasi-vraisemblance (Papke et Wooldridge, 1996). Enfin, les taux d'intérêt sur le financement par emprunt autorisé sont estimés à l'aide de modèles par MCO.

Ce cadre permet de produire des estimations des différences entre les sexes dans les résultats de financement de l'entreprise, en ajustant pour les différences observables dans les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur. Comme le montrent les résultats ci-dessous, bon nombre de ces caractéristiques observables jouent un rôle important dans les modèles d'estimation.

Toutefois, d'autres différences qui ont une incidence importante sur les résultats de financement de l'entreprise, telles que la cote de crédit de l'entreprise, les sûretés (p. ex. les garanties) et le fonctionnement (p. ex., ratio du service de la dette), ne sont pas observées et ne font donc pas l'objet d'un ajustement dans les estimations¹⁴. En raison de cette hétérogénéité non observée, les résultats représentent des corrélations conditionnelles plutôt que des estimations causales.

Il est à noter que le présent rapport porte en grande partie sur le financement par emprunt. Le financement par emprunt est, de loin, la plus importante source de financement pour les PME pour ce qui est de la valeur : d'après les résultats de l'enquête, on estime qu'en 2017 les PME ont sollicité respectivement 60,9 milliards, 5,7 milliards, 11,4 milliards, 8,4 milliards et 0,5 milliard de dollars en financement par emprunt, en financement par location-acquisition, en crédit commercial, en financement par capitaux propres et en financement public¹⁵. De façon correspondante, le questionnaire de l'enquête pose des questions détaillées sur les résultats des demandes de financement par emprunt, telles que les montants demandés et autorisés, ainsi que les taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt autorisé, ce qui permet une analyse économétrique de ces résultats dans la présentation ci-dessous.

¹³ Même si le problème soulevé ici concerne l'approbation du financement par emprunt, des modèles de la probabilité d'obtenir l'approbation d'un financement du gouvernement, un financement par location-acquisition, un crédit commercial ou un financement par capitaux propres ont également été explorés. Ces modèles ne produisent aucune preuve de différences entre les sexes. Les résultats ne sont pas présentés ici en raison des échantillons relativement petits (approbation du financement du gouvernement et par capitaux propres) et de restrictions en matière de confidentialité (approbation du financement par location-acquisition et du crédit commercial).

¹⁴ En recoupant les données de l'enquête avec des données administratives sur les déclarations d'impôt des entreprises, qui contiennent des variables telles que les actifs, les revenus et les passifs, on peut établir des approximations des garanties et du ratio du service de la dette. Toutefois, ces variables ne sont disponibles que pour les 87 % de PME qui sont constituées en société. Les résultats des modèles qui incluent de telles approximations, notamment, sont qualitativement semblables à ceux présentés ci-dessous.

¹⁵ Ces estimations sont assez imprécises, avec des écarts-types relatifs de 6,6 (financement par emprunt), 9,0 (financement par location-acquisition), 5,8 (crédit commercial), 27,4 (financement par capitaux propres) et 11,4 (financement public), respectivement, mais elles devraient fournir des indicateurs fiables de l'ampleur relative des demandes. Toutefois, même si les estimations ponctuelles ne sont peut-être pas spécialement robustes, le total du financement par emprunt demandé, estimé à 60,9 milliards de dollars, et le total du financement par d'autres modalités, estimé à 26 milliards de dollars, attestent avec fiabilité de l'importance du premier par rapport à tous les autres types de financement pour ce qui est des PME. Il est à noter que l'estimation du financement total par capitaux propres tirée des résultats de l'enquête est particulièrement imprécise, alors que la faible proportion de PME (0,8 %) qui ont demandé un financement par capitaux propres interdit une analyse économétrique plus détaillée.

5 Résultats

Les estimations présentées ci-dessous sont robustes à d'autres spécifications de la distribution des termes d'erreur, des variables de contrôle et de la matrice de variances-covariances. En particulier, les estimations générées par les modèles de probabilité linéaire et logit pour prédire la probabilité des résultats de financement sont cohérentes avec les estimations du modèle probit présentées ci-dessous, alors que les estimations des modèles logit fractionnels sont cohérentes avec celles des modèles probit fractionnels présentées ci-dessous. De la même façon, les résultats demeurent qualitativement inchangés selon d'autres spécifications des variables de contrôle¹⁶. Par ailleurs, l'inférence statistique est cohérente, peu importe que les estimateurs de la matrice de variances-covariances soient robustes à l'hétéroscédasticité pour le calcul des erreurs-types, comme présenté ci-dessous, ou robustes aux grappes (unidimensionnelles) selon la région géographique ou le code de deux chiffres du SCIAN.

Il est à noter que les estimations des coefficients et des effets marginaux pour les contrôles de l'industrie ne sont pas montrées ici en raison des restrictions de Statistique Canada en matière de confidentialité¹⁷. Toutefois, bien que les estimations ponctuelles elles-mêmes soient sensibles, les informations qualitatives les concernant ne le sont pas. En particulier, le signe (positif ou négatif), l'importance relative (c'est-à-dire le classement ordinal des estimations négatives et positives) et la signification statistique des coefficients et des effets marginaux estimés pour les contrôles de l'industrie ne sont pas considérés comme sensibles. Cette information sert à discuter de façon qualitative de la manière dont les mesures de financement de l'entreprise varient selon le secteur.

5.1 Accès au financement

Trois mesures pour l'accès au financement sont prises en compte : la probabilité de solliciter du financement, la probabilité de considérer l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance et la probabilité d'être une emprunteuse découragée. Les résultats ne génèrent aucune preuve de différences entre les sexes quant à la probabilité de solliciter du financement ou de considérer l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance. En revanche, les résultats offrent quelques preuves que les PME détenues par des femmes ont significativement plus de chances d'être des emprunteuses découragées que celles appartenant à des hommes.

5.1.1 Solliciter un financement

Le tableau 3 présente les effets marginaux moyens des coefficients estimés des modèles probit pour la probabilité de solliciter tout type de financement externe et de solliciter un financement par emprunt. En ajustant pour les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur, on n'obtient aucune preuve de différences significatives entre les PME de propriété féminine ou masculine quant à la probabilité de solliciter du financement. Cela indique que la différence de 6,7 % entre les

¹⁶ Par exemple, les résultats sont presque identiques selon que les variables de contrôle tiennent compte de la croissance des ventes, utilisent les catégories de taille 1 à 4, 5 à 19, 20 à 99 et 100 à 499 employés (au lieu des quintiles par taille selon le SCIAN) ou utilisent l'expérience du principal décideur (au lieu de l'âge du principal décideur).

¹⁷ Ceci explique pourquoi une analyse du financement d'entreprises dirigées par des femmes par secteur de l'industrie n'a pas été possible dans cette étude. Un nombre insuffisant d'observations a également compliqué la tâche d'inclure des paramètres d'interaction entre la propriété selon le sexe et le secteur de l'industrie dans le modèle.

femmes et les hommes propriétaires dans la propension des PME de solliciter du financement (tableau 1) pourrait être attribuable à des différences observables dans les caractéristiques telles que le secteur ou la taille de l'entreprise.

Tableau 3 : Estimations du modèle probit de solliciter du financement externe

	Financement par emprunt (toutes les PME)		Tout type de financement (toutes les PME)	
	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)				
<i>Majorité féminine</i>	0,017	0,022	-0,010	0,024
<i>À parts égales</i>	0,021	0,017	0,026	0,020
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)				
<i>Quintile 2</i>	0,040**	0,021	0,080***	0,021
<i>Quintile 3</i>	0,103***	0,022	0,178***	0,022
<i>Quintile 4</i>	0,163***	0,025	0,250***	0,022
<i>Quintile 5</i>	0,188***	0,033	0,269***	0,029
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)				
<i>de 3 à 10 ans</i>	-0,075***	0,022	-0,049*	0,027
<i>de 11 à 20 ans</i>	-0,085***	0,022	-0,046*	0,028
<i>Plus de 20 ans</i>	-0,098***	0,022	0,002	0,029
Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)				
<i>Diplôme d'études secondaires</i>	-0,033	0,029	-0,025	0,035
<i>Diplôme collégial / cégep / études professionnelles</i>	-0,017	0,029	0,003	0,034
<i>Baccalauréat ou diplôme supérieur</i>	-0,006	0,030	-0,010	0,035
A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés	0,090***	0,015	0,090***	0,017
Franchise	-0,314	0,034	-0,088**	0,038
Constituée en société	0,001	0,220	-0,028	0,024
A l'intention de cesser ses activités dans les 5 prochaines années	-0,099***	0,022	-0,105***	0,029
Âge du principal décideur	-0,002***	0,001	-0,002**	0,001
Contrôles de l'industrie	Inclus		Inclus	
Contrôles de la province/région	Inclus		Inclus	
Nombre d'observations	9 115		9 115	
Pseudo R au carré	0,070		0,090	

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.

** indique un niveau de signification de 5 %.

*** indique un niveau de signification de 1 %.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

Les caractéristiques de l'entreprise, plutôt que la propriété selon le sexe, semblent être des facteurs importants dans la prise de décision de solliciter du financement. En particulier, la sollicitation du financement varie considérablement selon le secteur, la taille, l'âge et les intentions de l'entreprise.

Comparativement aux PME dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, les PME dans les secteurs des industries primaires, de la construction, de la fabrication et du commerce de gros et de détail sont significativement plus susceptibles de solliciter du financement alors que les PME qui offrent des services professionnels, scientifiques et techniques et des services de soins de santé et d'assistance sociale sont moins susceptibles de le faire.

Les plus grandes entreprises sont plus susceptibles de solliciter du financement. Comparativement aux entreprises dans le premier quintile de taille selon le secteur, les deuxième, troisième, quatrième et cinquième quintiles présentent respectivement 4,0, 10,3, 16,3 et 18,8 points de pourcentage plus de chances de solliciter du financement par emprunt. Les résultats du modèle pour estimer la sollicitation de tout type de financement externe sont semblables sur le plan qualitatif, tout en signalant une augmentation plus importante de la probabilité chez les plus grandes entreprises.

Les entreprises en démarrage sont plus susceptibles de solliciter du financement externe. Les entreprises en exploitation depuis 3 à 10 ans, 11 à 20 ans et plus de 20 ans ont respectivement 7,5, 8,5 et 9,8 points de pourcentage moins de chances que les entreprises en démarrage de solliciter du financement par emprunt; les entreprises en exploitation depuis 3 à 10 ans et 11 à 20 ans ont respectivement 4,9 et 4,5 points de pourcentage moins de chances que celles en démarrage de solliciter tout type de financement¹⁸.

Les intentions de l'entreprise envoient un fort signal quant à la probabilité de solliciter du financement. Les entreprises qui rapportent des intentions de se développer sur de nouveaux marchés au cours des trois prochaines années sont 9,0 points de pourcentage plus susceptibles de solliciter du financement par emprunt et 9,0 points de pourcentage plus susceptibles de solliciter tout type de financement externe. En revanche, les entreprises qui ont l'intention de cesser leurs activités dans les cinq prochaines années sont respectivement 9,9 et 10,5 points de pourcentage moins susceptibles de solliciter du financement par emprunt et tout type de financement.

L'incidence des caractéristiques du principal décideur semble modeste. Les contrôles pour la scolarité ne sont pas significatifs, alors que les coefficients estimés pour l'âge du principal décideur laissent croire que les principaux décideurs plus âgés pourraient être légèrement moins portés à solliciter du financement.

5.1.2 L'obtention de financement comme obstacle à la croissance

Les tableaux 4 et 5 présentent les effets marginaux des modèles probit pour estimer que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance et que l'obtention de financement est un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance. Chacun de ces modèles est estimé pour les trois sous-échantillons: toutes les PME, les PME qui n'ont pas sollicité de financement (non-demandeuses) et les PME qui l'ont fait (demandeuses).

Les résultats ne montrent aucune preuve que les PME détenues par des femmes ou des hommes qui présentent des caractéristiques observables semblables diffèrent dans la probabilité de déclarer que l'obtention de financement est un obstacle à la croissance, et ce, par rapport à toutes les PME sans égard au fait qu'elles soient non-demandeuses ou demandeuses. Ce résultat, conjugué aux résultats de l'enquête présentés au tableau 1 où les différences entre les sexes ne

¹⁸ Il n'y a pas de différence significative entre les entreprises de plus de 20 ans et les entreprises en démarrage quant à la sollicitation de tout type de financement.

sont pas significatives, implique que les entreprises, qu'elles soient majoritairement détenues par des femmes ou des hommes, sont susceptibles à un degré semblable d'envisager l'obtention de financement comme une entrave à la croissance, peu importe qu'on tienne compte ou non du profil de l'entreprise et du principal décideur.

Tableau 4 : Estimations du modèle probit de la probabilité de rapporter que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance

	Obstacle majeur à la croissance (toutes les PME)		Obstacle majeur à la croissance (PME ayant demandé du financement)		Obstacle majeur à la croissance (PME n'ayant pas demandé de financement)	
	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)						
<i>Majorité féminine</i>	0,015	0,013	0,009	0,021	0,015	0,014
<i>À parts égales</i>	0,009	0,011	0,022	0,018	-0,001	0,012
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)						
<i>Quintile 2</i>	-0,001	0,012	0,036	0,024	-0,018*	0,011
<i>Quintile 3</i>	0,006	0,012	0,025	0,020	-0,006	0,012
<i>Quintile 4</i>	-0,009	0,012	0,008	0,023	-0,018	0,011
<i>Quintile 5</i>	-0,010	0,016	-0,024	0,023	0,015	0,024
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)						
<i>de 3 à 10 ans</i>	-0,001	0,013	0,026	0,024	-0,013	0,012
<i>de 11 à 20 ans</i>	-0,012	0,013	-0,012	0,023	-0,005	0,013
<i>Plus de 20 ans</i>	-0,026**	0,013	-0,035	0,022	-0,011	0,014
Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)						
<i>Diplôme d'études secondaires</i>	-0,021	0,014	-0,124	0,141	-0,022	0,016
<i>Diplôme collégial / cégep / études professionnelles</i>	-0,026*	0,014	-0,115	0,136	-0,032**	0,014
<i>Baccalauréat ou diplôme supérieur</i>	-0,030**	0,015	-0,273*	0,140	-0,016	0,018
A sollicité du financement en 2017	0,052***	0,009	-	-	-	-
A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés	0,040***	0,009	0,059***	0,015	0,025**	0,010
Franchise	0,009	0,020	0,049	0,040	-0,006	0,017
Constituée en société	0,016	0,010	0,038**	0,016	0,003	0,012
Âge du principal décideur	0,000	0,000	0,000	0,001	-0,001*	0,000
Contrôles de l'industrie	Inclus		Inclus		Inclus	
Contrôles de la province/région	Inclus		Inclus		Inclus	
Nombre d'observations	9 115		5 125		3 990	
Pseudo R au carré	0,057		0,046		0,071	

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.

** indique un niveau de signification de 5 %.

*** indique un niveau de signification de 1 %.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

Tableau 5 : Estimations du modèle probit de la probabilité de rapporter que l'obtention de financement est un obstacle mineur, modéré ou majeur à la croissance

	Obstacle majeur à la croissance (toutes les PME)		Obstacle majeur à la croissance (PME ayant demandé du financement)		Obstacle majeur à la croissance (PME n'ayant pas demandé de financement)	
	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)						
<i>Majorité féminine</i>	0,006	0,023	-0,018	0,038	0,029	0,028
<i>À parts égales</i>	0,024	0,019	0,028	0,027	0,027	0,026
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)						
<i>Quintile 2</i>	0,027	0,022	0,063*	0,035	0,004	0,027
<i>Quintile 3</i>	0,063***	0,023	0,077**	0,033	0,053*	0,031
<i>Quintile 4</i>	0,067***	0,024	0,079**	0,035	0,066	0,034
<i>Quintile 5</i>	0,055*	0,031	0,040	0,039	0,099*	0,055
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)						
<i>de 3 à 10 ans</i>	-0,017	0,026	0,023	0,039	-0,039	0,034
<i>de 11 à 20 ans</i>	-0,035	0,027	-0,035	0,041	-0,028	0,036
<i>Plus de 20 ans</i>	-0,076***	0,028	-0,090**	0,040	-0,048	0,038
Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)						
<i>Diplôme d'études secondaires</i>	-0,034	0,033	-0,031	0,046	-0,034	0,042
<i>Diplôme collégial / cégep / études professionnelles</i>	-0,020	0,032	0,030	0,044	-0,061	0,041
<i>Baccalauréat ou diplôme supérieur</i>	-0,044	0,032	0,005	0,044	-0,083*	0,042
A sollicité du financement en 2017	0,157***	0,016	-	-	-	-
A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés	0,104***	0,016	0,136***	0,024	0,074***	0,022
Franchise	-0,036	0,035	-0,123**	0,054	0,040	0,047
Constituée en société	0,007	0,023	-0,019	0,036	0,031	0,028
Âge du principal décideur	-0,003***	0,001	-0,003***	0,001	-0,003***	0,001
Contrôles de l'industrie	Inclus		Inclus		Inclus	
Contrôles de la province/région	Inclus		Inclus		Inclus	
Nombre d'observations	9 115		5 125		3 990	
Pseudo R au carré	0,069		0,053		0,046	

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.

** indique un niveau de signification de 5 %.

*** indique un niveau de signification de 1 %.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

Les estimations signalent trois prédicteurs significatifs de la probabilité d'envisager l'obtention de financement comme une entrave à la croissance d'une entreprise : les intentions d'agrandir, le fait d'avoir sollicité du financement et l'industrie.

Les entreprises qui ont l'intention de se développer sur de nouveaux marchés sont entre 2,5 (non-demandeuses) et 5,9 (demandeuses) points de pourcentage plus susceptibles d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle majeur à la croissance que les entreprises sans intentions d'agrandir, et entre 7,4 (non-demandeuses) et 13,6 (demandeuses) points de pourcentage plus susceptibles d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance.

Les PME qui sollicitent du financement sont plus susceptibles d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle à leur croissance. Dans les modèles d'estimation pour toutes les PME, les entreprises qui ont sollicité du financement sont 5,2 points de pourcentage plus susceptibles que les non-demandeuses de rapporter que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance, et 15,7 points de pourcentage plus susceptibles de rapporter qu'elle est un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance¹⁹.

Le troisième prédicteur fort est l'industrie. Dans les modèles qui prédisent que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance, ces effets sont hétérogènes dans l'ensemble des sous-échantillons. Par exemple, dans le modèle d'estimation pour toutes les PME, les entreprises dans les secteurs primaires sont significativement moins susceptibles que les entreprises dans les services d'hébergement et de restauration d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance. En revanche, les effets marginaux correspondants des modèles d'estimation pour les demandeuses et les non-demandeuses sont insignifiants (statistiquement et économiquement).

Dans les modèles qui prédisent que l'obtention de financement est un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance, les effets marginaux des contrôles de l'industrie montrent une plus grande homogénéité dans l'ensemble des sous-échantillons. Par exemple, pour chaque sous-échantillon, si on les compare aux PME dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, les PME dans les secteurs des services de soins de santé et d'assistance sociale, des services professionnels, scientifiques et techniques et des technologies de l'information et des communications sont significativement moins susceptibles d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance.

D'autres caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur semblent jouer un rôle plus modeste pour prédire que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance. Mis à part les preuves mitigées selon lesquelles l'éducation supérieure est associée à une plus faible probabilité d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle majeur à la croissance, les effets marginaux estimés d'autres contrôles ne sont pas significativement différents de zéro²⁰.

En revanche, dans les modèles qui prédisent que l'obtention de financement est un obstacle majeur, modéré ou mineur à la croissance, les contrôles pour la taille et l'âge de l'entreprise, et l'âge du principal décideur, sont significatifs. Ces résultats indiquent que les plus grandes entreprises (relativement à celles dans le premier quintile de taille de l'industrie) sont plus susceptibles d'envisager l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance, alors que les entreprises plus anciennes (relativement à celles en démarrage) et celles avec des principaux décideurs plus âgés sont moins susceptibles de le faire.

¹⁹ En outre, les effets marginaux estimés des intentions d'agrandir sont plus importants pour les demandeuses que pour les non-demandeuses.

²⁰ Bien que les effets marginaux d'au moins un contrôle pour l'éducation postsecondaire soient significatifs dans les trois sous-échantillons, les intervalles de confiance correspondants contiennent zéro ou des valeurs près de zéro. De la même façon, dans le modèle d'estimation pour les demandeuses, l'effet marginal de la constitution en société est significatif, mais l'intervalle de confiance contient des valeurs près de zéro, alors que dans le modèle d'estimation pour les non-demandeuses, l'effet marginal de l'âge du principal décideur est significatif, mais contient zéro.

5.1.3 Emprunteuses découragées

Le tableau 6 présente les résultats du modèle d'estimation des emprunteuses découragées. Contrairement aux résultats obtenus quant aux probabilités de solliciter du financement et de rapporter que l'obtention de financement est envisagée comme un obstacle à la croissance, les résultats pour les emprunteuses découragées étayent la thèse que les entreprises détenues par des femmes sont significativement plus susceptibles d'être des emprunteuses découragées que les entreprises masculines. En particulier, l'effet marginal estimé indique que les entreprises détenues par des femmes sont 1,4 points de pourcentage plus susceptibles que celles dirigées par des hommes de ne pas solliciter de financement parce qu'elles s'attendent à un refus²¹.

Fait intéressant, la différence économétrique estimée entre les entreprises détenues par des femmes et celles de propriété masculine correspond de près de par son importance à celle observée dans les résultats de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2017* (tableau 1), indiquant que la différence entre les sexes chez les emprunteuses découragées, estimée dans les résultats de l'enquête, n'est sans doute pas attribuable à des caractéristiques observables de l'entreprise ou du principal décideur.

Il faut faire preuve de prudence dans l'interprétation de ce résultat pour deux raisons. D'abord, l'effet marginal estimé est assez imprécis : même si l'estimation est significative au niveau de signification de 10 %, à 5 %, l'intervalle de confiance inclut zéro. Une seconde raison de faire preuve de prudence est que la signification économique de l'estimation dépend de la perspective adoptée – comme les emprunteuses découragées ne constituent que 1,3 % des PME (tableau 1), une différence entre les sexes de 1,4 points de pourcentage est importante. Cependant, une autre perspective est que les PME détenues par des femmes sont très peu susceptibles d'être des emprunteuses découragées, même si elles le sont davantage que les PME masculines.

Les effets marginaux estimés d'autres variables de contrôle font ressortir deux prédicteurs du statut d'emprunteuse découragée : l'industrie et la taille de l'entreprise. Comparativement aux PME dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, celles dans les secteurs des industries primaires, des services professionnels, scientifiques et techniques et de la construction sont moins susceptibles d'être des emprunteuses découragées.

De la même façon, les grandes PME sont moins susceptibles d'être des emprunteuses découragées. Contrairement aux entreprises dans le quintile de taille inférieur d'un secteur, les entreprises dans le quintile de taille supérieur sont significativement moins susceptibles d'être des emprunteuses découragées²².

²¹ Morsy et coll. (2019) examinent le financement du point de vue de la demande et montrent que les femmes entrepreneures en Afrique sont plus susceptibles de se retirer volontairement du marché du crédit.

²² L'estimation ponctuelle n'est pas divulguée par Statistique Canada en raison de restrictions en matière de confidentialité.

Tableau 6 : Estimations du modèle probit de la probabilité d'être une emprunteuse découragée

Emprunteuse découragée (PME qui n'ont pas sollicité de financement en 2017)		
	Effet marginal moyen	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)		
Majorité féminine	0,014*	0,007
À parts égales	-0,001	0,005
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)		
Quintile 2	0,002	0,005
Quintile 3	-	-
Quintile 4	-	-
Quintile 5	-	-
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)		
de 3 à 10 ans	-0,004	0,005
de 11 à 20 ans	-0,001	0,006
Plus de 20 ans	-0,009*	0,005
Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)		
Diplôme d'études secondaires	-0,007	0,007
Diplôme collégial / cégep / études professionnelles	-0,010	0,007
Baccalauréat ou diplôme supérieur	-0,014*	0,008
A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés	0,002	0,004
Franchise	-	-
Constituée en société	-0,010	0,007
Âge du principal décideur	0,000	0,000
Contrôles de l'industrie		Inclus
Contrôles de la province/région		Inclus
Nombre d'observations		3 990
Pseudo R au carré		0,137

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.
 ** indique un niveau de signification de 5 %.
 *** indique un niveau de signification de 1 %.

« - » indique des estimations ponctuelles non divulguées par Statistique Canada en raison de restrictions en matière de confidentialité.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

5.2 Approbation du financement par emprunt

Le tableau 7 présente les estimations tirées des modèles d'estimation du rapport du montant du financement par emprunt autorisé au montant demandé, et de la probabilité d'une approbation du financement par emprunt²³. Les résultats indiquent que si on ajuste pour les caractéristiques observables, les entreprises détenues par des femmes présentent des rapports 5,2 points de pourcentage supérieurs à ceux des entreprises détenues par des hommes. De façon correspondante, les demandes de financement par emprunt des entreprises détenues par des femmes sont 6,1 points de pourcentage plus susceptibles d'être complètement approuvées²⁴.

Les estimations sont du même ordre de grandeur que celles observées dans l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises, 2017* (tableau 1), ce qui indique que les différences entre les sexes dans les résultats des demandes de financement par emprunt ne sont probablement pas attribuables à des caractéristiques de l'entreprise ou du principal décideur. Ces résultats sont difficiles à interpréter, particulièrement dans la mesure où il est peu probable que le sexe de l'emprunteur éventuel joue un rôle important dans les modèles d'évaluation du crédit qui sous-tendent les décisions en matière de financement par emprunt.

Une explication pour cela pourrait résider dans les montants demandés pour le financement par emprunt. Les statistiques descriptives indiquent que les entreprises de propriété féminine ont tendance à demander de plus petits montants de financement par emprunt que les entreprises de propriété masculine, et que les demandes plus modestes sont plus susceptibles d'être approuvées. Toutefois, dans la mesure où la taille de l'entreprise est corrélée à l'importance de la demande de financement par emprunt, des contrôles pour la taille de l'entreprise devraient tenir compte de l'importance de la demande. En particulier, lorsqu'on inclut explicitement l'importance de la demande comme covariable, le résultat demeure inchangé sur le plan qualitatif. Des analyses plus poussées s'imposent pour mieux comprendre ce résultat.

Parmi les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur dont on a tenu compte, le secteur, la taille, l'âge et la constitution en société de l'entreprise, ainsi que l'utilisation prévue du financement par l'entreprise, varient de façon importante avec l'approbation du financement par emprunt.

Par rapport aux PME dans le secteur des services d'hébergement et de restauration, les entreprises dans les secteurs des industries primaires, des services de soins de santé et d'assistance sociale et du commerce de gros ont approuvé une plus grande proportion de leurs demandes de financement par emprunt, lesquelles sont également plus susceptibles d'être complètement approuvées.

Les demandes de financement par emprunt des plus grandes PME sont plus susceptibles d'être approuvées que celles des plus petites PME. Comparativement aux entreprises dans le quintile de taille inférieur, celles dans le quintile de taille supérieur pour un secteur donné obtiennent une proportion du montant demandé 11,5 points de pourcentage supérieure et ont 13,3 points de pourcentage plus de chances de voir leurs demandes de financement par emprunt complètement approuvées.

²³ Il est à noter que ces estimations concernent la probabilité d'une approbation pour la sous-population de PME qui ont sollicité du financement. Les estimations pourraient ne pas être représentatives de la population totale des PME si les entreprises qui pourraient être moins susceptibles d'obtenir l'approbation du financement (p. ex., les entreprises moins solvables) ont tendance à ne pas faire de demandes de financement en premier lieu. Toutefois, avec une proportion si faible (1,3 %) des PME rapportant qu'elles n'ont pas sollicité de financement parce qu'elles s'attendaient à un refus, ceci n'est sans doute pas un problème important (c'est-à-dire que les résultats qualitatifs sont inchangés) dans ce contexte.

²⁴ Les modèles probit, qui ne sont pas présentés ici, de la probabilité d'une approbation du financement par emprunt dans l'ensemble (c'est-à-dire autorisation partielle ou totale du montant demandé) donnent des résultats semblables.

La relation est d'apparence non linéaire, toutefois, sans différences importantes entre les entreprises dans les deuxième, troisième et quatrième quintiles de taille et celles dans le premier quintile.

De la même façon, les demandes de financement par emprunt d'entreprises bien établies bénéficient d'une probabilité plus élevée d'approbation que les demandes d'entreprises en démarrage. Si on les compare aux entreprises en exploitation depuis deux ans ou moins, celles qui fonctionnent depuis 11 à 20 ans et plus de 20 ans affichent respectivement 7,3 et 6,0 points de pourcentage plus d'approbations de leurs demandes de financement par emprunt. Les résultats pour la probabilité d'une approbation du financement par emprunt sont semblables au plan qualitatif.

La constitution en société est négativement associée à l'approbation du financement par emprunt. Les entreprises constituées en société bénéficient d'un financement par emprunt inférieur de 9,6 points de pourcentage à leurs demandes et celles-ci sont 10,5 points de pourcentage moins susceptibles d'être complètement approuvées. Cela s'explique sans doute par le fait que les créanciers tiennent compte d'une protection de la responsabilité limitée dans leurs décisions de prêt.

Tableau 7 : Estimations du modèle probit fractionnel du rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé et estimations du modèle probit de la probabilité d'une approbation (complète) du financement par emprunt

	Rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé (PME qui ont sollicité un financement par emprunt)		Approbation (complète) du financement par emprunt (PME qui ont sollicité un financement par emprunt)	
	Effet marginal moyen	Écart-type	Effet marginal moyen	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)				
<i>Majorité féminine</i>	0,052**	0,025	0,0612**	0,028
<i>À parts égales</i>	0,021	0,023	0,022	0,025
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)				
<i>Quintile 2</i>	-0,031	0,032	-0,030	0,035
<i>Quintile 3</i>	0,010	0,026	0,008	0,029
<i>Quintile 4</i>	0,025	0,027	0,041	0,029
<i>Quintile 5</i>	0,115***	0,022	0,133***	0,024
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)				
<i>de 3 à 10 ans</i>	0,021	0,029	0,022	0,032
<i>de 11 à 20 ans</i>	0,073***	0,028	0,075**	0,031
<i>Plus de 20 ans</i>	0,060**	0,030	0,066**	0,033
Utilisation prévue du financement par emprunt				
<i>Capital physique</i>	-0,015	0,023	-0,019	0,025
<i>Équipement informatique ou logiciels</i>	0,105***	0,020	0,125***	0,022
<i>Fonds de roulement</i>	-0,062***	0,021	-0,068***	0,023
<i>Recherche et développement</i>	-0,052	0,045	-0,064	0,053
<i>Consolidation de dette</i>	-0,114***	0,044	-0,105**	0,046
<i>Achat d'une entreprise</i>	0,042	0,048	0,047	0,056
<i>Pénétration d'un nouveau marché</i>	-0,079*	0,041	-0,106**	0,048
<i>Autre</i>	0,000	0,030	0,000	0,033

Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)

Diplôme d'études secondaires	-0,024	0,041	-0,053	0,047
Diplôme collégial / cégep / études professionnelles	0,024	0,036	0,005	0,041
Baccalauréat ou diplôme supérieur	-0,001	0,039	-0,030	0,044

A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés

	0,000	0,001	0,000	0,001
Franchise	-0,028	0,021	-0,023	0,023
Constituée en société	-0,081	0,068	-0,069	0,069
Âge du principal décideur	-0,096***	0,021	-0,105***	0,025

Contrôles de l'industrie**Inclus****Inclus****Contrôles de la province/région****Inclus****Inclus****Nombre d'observations****2 789****2 789****Pseudo R au carré****0,115****0,118**

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.

** indique un niveau de signification de 5 %.

*** indique un niveau de signification de 1 %.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

Enfin, l'utilisation prévue du financement par emprunt demandé par les entreprises est associée de façon significative aux résultats de ces demandes. Les entreprises qui ont l'intention d'utiliser le financement par emprunt pour acheter du matériel informatique ou des logiciels bénéficient de rapports plus avantageux et leurs demandes sont plus susceptibles d'être approuvées. En revanche, les entreprises qui demandent un financement par emprunt pour constituer un fonds de roulement, pour pénétrer de nouveaux marchés ou pour consolider une dette bénéficient de rapports plus faibles, et leurs demandes sont moins susceptibles d'être approuvées.

5.3 Taux d'intérêt

Le tableau 8 présente des estimations tirées de modèles d'estimation des taux d'intérêt imposés sur des marges de crédit autorisées, des cartes de crédit, des prêts à terme et des prêts hypothécaires non résidentiels²⁵. Ces estimations ne constituent pas une preuve de différences entre les sexes quant aux taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt autorisé, tous types confondus.

Cela indique que les taux d'intérêt plus élevés imposés à des entreprises détenues par des femmes sur les marges de crédit et les cartes de crédit, observés dans les résultats de *l'Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017 (tableau 1), pourraient être attribuables aux caractéristiques de l'entreprise ou du principal décideur. Ces estimations peuvent être imprécises, cependant, étant donné la taille relativement petite des échantillons.

²⁵ Il est à noter que ces estimations concernent les taux d'intérêt imposés sur des prêts visant la sous-population de PME qui ont sollicité du financement et dont les demandes de financement ont été approuvées. Les estimations pourraient ne pas être représentatives de la population totale de PME si les entreprises qui ont moins de chances d'être approuvées pour un financement ou sont plus susceptibles de se faire imposer des taux d'intérêt plus élevés (p. ex., les entreprises moins solvables) ont d'emblée tendance à ne pas demander de financement. Ceci ferait en sorte que la sous-population qui demande du financement soit plus solvable et, donc, plus susceptible de voir ses demandes de prêts approuvées et de bénéficier de taux d'intérêt plus faibles. Toutefois, avec une proportion si faible (1,3 %) des PME rapportant qu'elles n'ont pas sollicité de financement parce qu'elles s'attendaient à un refus, ceci n'est sans doute pas un problème important (c'est-à-dire que les résultats qualitatifs sont inchangés) dans ce contexte.

En comparant les estimations dans l'ensemble des modèles, les résultats indiquent que les relations entre les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur et les taux d'intérêt imposés sont hétérogènes pour l'ensemble des divers types de financement par emprunt.

Par exemple, dans les modèles d'estimation des taux d'intérêt sur les marges de crédit et cartes de crédit, seuls les contrôles de l'industrie sont significatifs du point de vue statistique. Les variations dans les taux d'intérêt pour ces deux types de financement par emprunt, donc, ne semblent pas être liées aux caractéristiques observées de l'entreprise et du principal décideur.

En revanche, dans le modèle d'estimation des taux d'intérêt sur les prêts à terme, le secteur, la taille et les intentions d'agrandir de l'entreprise, ainsi que l'âge du principal décideur, ont prédit les taux d'intérêt d'une manière statistiquement significative. Les prêts à terme offerts aux PME dans le secteur des services d'hébergement et de restauration affichent des taux d'intérêt plus élevés que ceux accordés aux PME dans la plupart des autres secteurs, y compris les secteurs des industries primaires, de la construction et du commerce de détail.

Les résultats offrent des preuves que les entreprises plus grandes bénéficient de taux d'intérêt plus faibles sur les prêts à terme, celles dans les troisième, quatrième et cinquième quintiles de taille bénéficiant de taux d'intérêt plus faibles que celles dans le premier quintile de taille²⁶.

Enfin, les entreprises qui ont l'intention de se développer sur de nouveaux marchés se voient imposer des taux d'intérêt plus élevés sur des prêts à terme, alors que les entreprises avec un principal décideur plus âgé bénéficient de taux d'intérêt plus faibles pour ces prêts²⁷.

Dans le modèle d'estimation des taux d'intérêt sur des prêts hypothécaires non résidentiels, le secteur et l'âge de l'entreprise varient de manière significative en fonction des taux d'intérêt. Les entreprises de services professionnels, scientifiques et techniques et de services personnels et services de blanchissage, par rapport aux entreprises de services d'hébergement et de restauration, se voient imposer des taux d'intérêt plus élevés sur des prêts hypothécaires non résidentiels, alors que les entreprises plus anciennes bénéficient de taux d'intérêt significativement plus faibles.

²⁶ En particulier, même si les estimations des coefficients sont significatives au niveau de signification de 5, 10 et 10 %, les intervalles de confiance à 95 % correspondants contiennent zéro et des valeurs près de zéro.

²⁷ Encore une fois, puisque les intervalles de confiance à 95 % contiennent des valeurs près de zéro, ces estimations doivent être interprétées avec prudence.

Tableau 8 : Estimations par les moindres carrés ordinaires des taux d'intérêt imposés sur un financement par emprunt autorisé

	Marge de crédit (PME autorisées pour une marge de crédit)		Carte de crédit (PME autorisées pour une carte de crédit)		Prêt à terme (PME autorisées pour un prêt à terme)		Prêt hypothécaire non résidentiel (PME autorisées pour une hypothèque non résidentielle)	
	Coefficient	Écart-type	Coefficient	Écart-type	Coefficient	Écart-type	Coefficient	Écart-type
Propriété selon le sexe (omis : majorité masculine)								
<i>Majorité féminine</i>	0,567	0,441	0,676	0,585	-0,458	0,658	0,018	0,448
<i>À parts égales</i>	0,207	0,303	0,151	0,540	-0,686	0,409	0,146	0,248
Taille de l'entreprise (omis : 1er quintile)								
<i>Quintile 2</i>	0,312	0,491	0,009	0,664	-0,424	0,703	0,636*	0,338
<i>Quintile 3</i>	-0,030	0,386	-1,038	0,640	-1,504**	0,601	0,080	0,265
<i>Quintile 4</i>	-0,150	0,393	-0,165	0,665	-0,964*	0,536	-0,198	0,322
<i>Quintile 5</i>	-0,582	0,405	-0,830	0,813	-1,216*	0,656	1,003*	0,519
Âge de l'entreprise (omis : de 0 à 2 ans)								
<i>de 3 à 10 ans</i>	-0,313	0,533	0,272	0,543	0,310	0,517	-1,230*	0,694
<i>de 11 à 20 ans</i>	-0,306	0,601	0,543	0,702	-0,198	0,539	-1,722**	0,696
<i>Plus de 20 ans</i>	-0,224	0,589	-0,574	0,659	0,057	0,637	-1,603**	0,699
Scolarité du principal décideur (omis : moins qu'un diplôme d'études secondaires)								
<i>Diplôme d'études secondaires</i>	-0,017	0,559	-0,806	1,071	-0,812	0,807	0,249	0,326
<i>Diplôme collégial / cégep / études professionnelles</i>	-0,379	0,493	1,255	0,880	-0,895	0,788	0,307	0,301
<i>Baccalauréat ou diplôme supérieur</i>	-0,804	0,516	1,052	0,855	-0,897	0,792	-0,026	0,295
A l'intention de se développer sur de nouveaux marchés								
	-0,039	0,266	-0,301	0,481	0,700**	0,330	0,145	0,219
Franchise	1,030	0,903	-0,377	1,196	-0,364	0,706	1,399	0,867
Constituée en société	0,276	0,341	0,205	0,829	0,359	0,475	0,285	0,287
Âge du principal décideur	0,000	0,012	-0,003	0,018	-0,032**	0,015	0,003	0,012
Prêt / durée du prêt hypothécaire non résidentiel (mois)								
	-	-	-	-	-0,052	0,046	-0,007	0,011
Contrôles de l'industrie								
	Inclus		Inclus		Inclus		Inclus	
Contrôles de la province/région								
	Inclus		Inclus		Inclus		Inclus	
Nombre d'observations	1 014		1 067		751		385	
Pseudo R au carré	0,161		0,093		0,201		0,338	

Remarques : * indique un niveau de signification de 10 %.

** indique un niveau de signification de 5 %.

*** indique un niveau de signification de 1 %.

Sources : Statistique Canada, *Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises*, 2017; et les calculs des auteurs.

6 Conclusions

Le présent rapport utilise des données de l'*Enquête sur le financement et la croissance des petites et moyennes entreprises* pour étudier comment la propriété féminine est liée au financement de l'entreprise. En particulier, un cadre économétrique simple est utilisé pour évaluer si un éventail de résultats de financement varient selon le sexe du propriétaire de l'entreprise, tout en ajustant pour les caractéristiques de l'entreprise et du principal décideur.

Les résultats indiquent que les entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être des emprunteuses découragées que celles appartenant à des hommes. L'analyse d'autres mesures pour l'accès au financement – la probabilité de solliciter un financement externe ou de déclarer que l'obtention de financement est un obstacle à la croissance – ne génère aucune preuve d'une différence entre les sexes. Pour ce qui est de l'approbation du financement, les résultats indiquent que les PME détenues par des femmes obtiennent une plus grande proportion du financement par emprunt demandé que les PME détenues par des hommes; de manière correspondante, les demandes de financement par emprunt des entreprises détenues par des femmes sont plus susceptibles d'être approuvées. Enfin, il n'y a pas de preuves que des différences entre les sexes existent quant aux taux d'intérêt imposés sur le financement par emprunt.

Dans l'ensemble, avec seulement une poignée d'études sur l'accès au financement pour les entreprises de propriété féminine au Canada, ces conclusions offrent un ensemble actualisé de points de données dans le contexte canadien. L'analyse illustre également l'utilité d'ajuster pour des caractéristiques observables lorsqu'on compare les résultats de financement d'entreprises détenues par des femmes à ceux d'entreprises appartenant à des hommes.

Références

Bellucci, Andrea, A. Borisov et A. Zazzaro. 2010. « Does gender matter in bank–firm relationships? Evidence from small business lending ». *Journal of Travel Medicine* 34(12) : 2968-2984.

Coleman, Susan et A. Robb. 2009. « A comparison of new firm financing by gender: Evidence from the Kauffman Firm Survey data ». *Small Business Economics* 33(4) : 397–411.

Evans, David S. et B. Jovanovic. 1989. « An estimated model of entrepreneurial choice under liquidity constraints ». *Journal of Political Economy* 97(4) : 808–827.

Fairlie, Robert W. et A. M. Robb. 2009. « Gender differences in business performance: Evidence from the Characteristics of Business Owners Survey ». *Small Business Economics* 33(4) : 375–395.

Grekou, Douwera, J. Li et H. Liu. 2018. « Women-Owned Enterprises in Canada, 2005 to 2013 ». Série Aperçus économiques, n° 083. Produit n° 11-626-X au catalogue de Statistique Canada, Ottawa, Statistique Canada.

Haines, George H., B. J. Orser et A. L. Riding, 1999. « Myths and realities: An empirical study of banks and the gender of small business clients ». *Canadian Journal of Administrative Services* 16(4) : 291–307.

Hebert, Camille (à paraître). « Gender Stereotypes and Entrepreneur Financing ». 10th Miami Behavioral Finance Conference.

Holtz-Eakin, Douglas, D. Joulfaian et H. S. Rosen. 1994. « Sticking it out: Entrepreneurial survival and liquidity constraints ». *Journal of Political Economy* 102(1) : 53–75.

Hurst, Erik et A. Lusardi. 2004. « Liquidity constraints, household wealth, and entrepreneurship ». *Journal of Political Economy* 112(2) : 319–347.

Leung, Danny, Y. Ostrovsky et G. Picot. 2018. « The Financing of Immigrant-Owned Firms in Canada ». Ottawa : Statistique Canada.

Morsy, Hanan, A. El-Shal et A. Woldemichael. 2019. « Women Self-Selection Out of the Credit Market in Africa ». Working Paper Series No. 317, African Development Bank Group, Abidjan, Côte d'Ivoire.

Orser, Barbara J., A. L. Riding et K. Manley. 2006. « Women entrepreneurs and financial capital ». *Entrepreneurship: Theory and Practice* 30(5) : 643–665.

Papke, Leslie E. et J. M. Wooldridge. 1996. « Econometric methods for fractional response variables with an application to 401(K) plan participation rates ». *Journal of Applied Econometrics* 11(6) : 619–632.

Rosa, Julio M. et D. Sylla. 2016. « A Comparison of the Performance of Majority Female-Owned and Majority Male-Owned Small and Medium-Sized Enterprises ». Ottawa : Innovation, Sciences et Développement économique Canada

Annexe

Tableau A1 : Définitions des variables dépendantes

Variable dépendante	Définition
<i>A sollicité un financement externe</i>	
Tout type	Égale à 1 si l'entreprise a sollicité un financement par emprunt, un financement par location-acquisition, un crédit commercial, un financement du gouvernement ou un financement par capitaux propres en 2017; sinon, égale à 0.
Par emprunt, tout type	Égale à 1 si l'entreprise a sollicité un financement par emprunt (c'est-à-dire une marge de crédit, une carte de crédit, un prêt à terme ou un prêt hypothécaire non résidentiel) en 2017; sinon, égale à 0.
<i>L'obtention de financement est un obstacle à la croissance</i>	
Obstacle majeur	Égale à 1 si l'entreprise a rapporté que l'obtention de financement est un obstacle majeur à la croissance; sinon, égale à 0.
Obstacle mineur, modéré, majeur	Égale à 1 si l'entreprise a rapporté que l'obtention de financement est un obstacle mineur à la croissance; sinon, égale à 0.
Emprunteuse découragée	Égale à 1 si l'entreprise n'a pas sollicité de financement externe en 2017 parce qu'elle s'attendait à un refus; sinon, égale à 0.
Rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé	Dans le cas de la plus importante demande de financement par emprunt de l'entreprise en 2017, le rapport du montant du financement par emprunt autorisé au montant demandé.
<i>Approbaton d'un prêt</i>	
Financement par emprunt	Égale à 1 si la plus importante demande de financement par emprunt de l'entreprise en 2017 a été complètement approuvée; sinon égale à zéro.
<i>Taux d'intérêt</i>	
Marge de crédit	Taux d'intérêt imposé sur une marge de crédit autorisée en 2017.
Carte de crédit	Taux d'intérêt imposé sur une carte de crédit autorisée en 2017.
Prêt à terme	Taux d'intérêt imposé sur un prêt à terme autorisé en 2017.
Prêt hypothécaire non résidentiel	Taux d'intérêt imposé sur un prêt hypothécaire non résidentiel autorisé en 2017.

Tableau A2 : Définitions des variables de contrôle

Variable de contrôle	Définition
Sexe majoritairement propriétaire (catégorie de base : propriété masculine)	Variables nominales indiquant une propriété féminine et une propriété à parts égales (c'est-à-dire les femmes comptent pour 50 % de la propriété).

Caractéristiques de l'entreprise

Secteur (catégorie de base : services d'hébergement et de restauration)	Variables nominales indiquant que l'entreprise exerce des activités dans les secteurs suivants : technologies de l'information et des communications; industries primaires (agriculture, exploitation forestière, pêche et chasse; ou exploitation minière, exploitation des carrières et extraction pétrolière et gazière); construction; fabrication; commerce de gros; commerce de détail; transport et entreposage; services professionnels, scientifiques et techniques; soins de santé et assistance sociale; services personnels et services de blanchissage; et autres services.
Région (catégorie de base : Ontario)	Variables nominales indiquant que l'entreprise a exercé ses activités dans les régions suivantes : Colombie-Britannique ou les territoires (Yukon, Territoires du Nord-Ouest et Nunavut), région de l'Atlantique (Terre-Neuve-et-Labrador, Île-du-Prince-Édouard, Nouvelle-Écosse et Nouveau-Brunswick), Prairies (Manitoba et Saskatchewan), Québec et Alberta.
Taille (catégorie de base : 1 ^{er} quintile)	Variables nominales indiquant les deuxième, troisième, quatrième et cinquième quintiles de taille (c'est-à-dire le nombre d'employés) avec le secteur (où les secteurs sont définis comme ci-dessus).
Âge (catégorie de base : 3 à 10 ans)	Variables nominales indiquant que l'entreprise vend des marchandises et/ou des services depuis deux ans ou moins (c'est-à-dire en démarrage), 11 à 20 ans et plus de 20 ans.
Intentions d'agrandir	Variable nominale indiquant que l'entreprise a l'intention de se développer sur de nouveaux marchés dans les trois prochaines années (2018, 2019 et 2020).
Franchise	Variable nominale indiquant que l'entreprise est une franchise.
Constituée en société	Variable nominale indiquant que l'entreprise est constituée en société.
* L'entreprise a l'intention de cesser ses activités	Variable nominale indiquant que l'entreprise a l'intention de cesser ses activités dans les cinq prochaines années (2018 à 2022).
** Utilisation prévue du financement par emprunt	Variables nominales indiquant, au moment où le financement par emprunt a été demandé, le ou les utilisations prévues du financement par l'entreprise : terrains et immeubles, véhicules/matériel roulant ou autre machinerie ou équipement; matériel informatique ou logiciels; fonds de roulement / capital d'exploitation; recherche et développement; consolidation de dettes; achat d'une entreprise; pénétration d'un nouveau marché; et autres utilisations.
*** A sollicité du financement	Variable nominale indiquant que l'entreprise a sollicité un financement externe (de tout type) en 2017.

Caractéristiques du principal décideur

Âge	Âge du principal décideur.
Scolarité (catégorie de base : moins qu'un de diplôme d'études secondaires)	Variables nominales indiquant le plus haut niveau de scolarité atteint par le principal décideur : diplôme d'études secondaires, collégial / cégep / études professionnelles et baccalauréat ou diplôme supérieur.

Remarques : * La variable *l'entreprise a l'intention de cesser ses activités* est incluse seulement dans les modèles d'estimation de la probabilité de solliciter du financement. ** Les variables de *l'utilisation prévue du financement par emprunt* sont incluses seulement dans le modèle d'estimation du rapport du financement par emprunt autorisé au financement demandé, et de la probabilité d'une approbation du financement par emprunt; il est à noter également que ces variables ne s'excluent pas mutuellement. *** La variable *A sollicité du financement* est incluse seulement dans les modèles d'estimation de la probabilité qu'une entreprise envisage l'obtention de financement comme un obstacle à la croissance, estimée pour toutes les PME.